

STRUCTURE DU CADRE DE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE LA CEDEAO

Dr Jonathan A Aremu
Consultant

**Marché commun d'investissement
de la CEDEAO**

Département du Secteur Privé

Tel: 234-1-8033061476

E-mail: marketlinkconsults@yahoo.com

PREMIERE PARTIE

Q'EST CE QU'UN CADRE DE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT ?

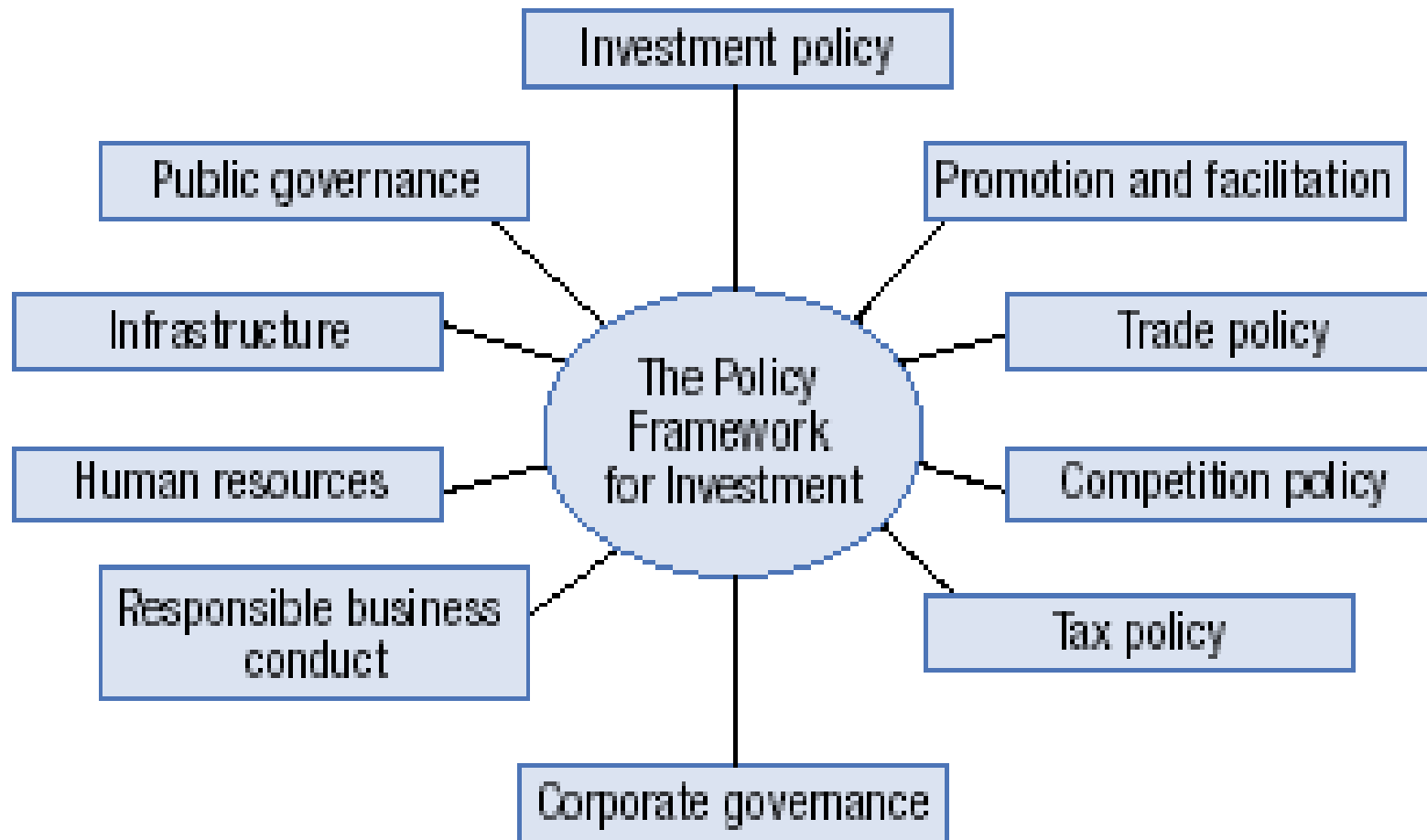
- Un cadre de politique d'investissement est un outil qui fournit une liste de contrôle des questions de politique à examiner par toute autorité nationale ou régionale qui compte créer un environnement attrayant pour tous les investisseurs et améliorer les avantages que la société peut tirer des investissements en matière de développement
- Le CPI présente une liste de questions sous chaque thème en vue d'encourager les décideurs à poser des questions appropriées au sujet de leur économie, leurs institutions et leur contexte de politique et de permettre aux gouvernements de savoir si leurs politiques sont susceptibles de promouvoir ou de décourager l'investissement.

Qu'est ce qu'un cadre de politique d'investissement (Suite)

- Les domaines de politique en question sont largement reconnues comme des facteurs sous-jacents d'un environnement d'affaires favorables à tous les investisseurs, allant des petites et moyennes entreprises internes aux sociétés multinationales.
- Ces domaines de politique sont: la politique d'investissement, la promotion et la facilitation des investissements, la politique commerciale, la politique de la concurrence, la politique fiscale la gouvernance des sociétés, la conduite responsable des affaires, le développement des ressources humaines, le développement des infrastructures et du secteur financier et la gouvernance publique.

DEUXIEME PARTIE

ELEMENTS D'UN CADRE DE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT



1. Politique d'investissement

- ❖ *La qualité des politiques d'investissement a une influence directe sur les décisions des investisseurs internes et étrangers. La transparence, la non-discrimination sont des principes d'investissement qui soutiennent les efforts destinés à la création d'un environnement d'investissement sain pour tous.*

Politique d'investissement (suite)

Un ensemble de lois et de règlements qui se focalise sur les questions telles que:

- Les droits contractuels et de propriété, y compris les droits de propriété intellectuelle
- Le traitement égal des entreprises nationales et étrangères (par ex. un traitement national en faveur des entreprises étrangères).
- La suppression des obstacles administratifs à l'investissement
- L'évaluation coût-bénéfice des incitations à l'investissement.

2. Politique de promotion de l'investissement

- ❖ *Les mesures de promotion et de facilitation de l'investissement, y compris, les incitations peuvent servir d'instruments efficaces pour attirer l'investissement pourvu qu'elles soient destinées à combler les lacunes du marché et qu'elles soient élaborées de manière à mettre en relief les points forts de l'environnement d'investissement d'un pays donné.*

Politique de promotion de l'investissement (Suite)

- Institutions, stratégie et politique visant la promotion du climat d'investissement aux investisseurs existants et aux investisseurs potentiels.
- La pierre angulaire de la promotion de l'investissement, c'est une agence de promotion de l'investissement bien dotée et une procédure rationalisée en vue de faciliter l'investissement.

3. Politique fiscale

❖ *Pour accomplir leur mission, tous les gouvernements ont besoin des recettes fiscales. Cependant, le niveau de la charge fiscale et la conception de la politique fiscale, y compris sa mise en application, ont une influence directe sur le coût des affaires et la rentabilité de l'investissement. Des politiques fiscales efficaces permettent la réalisation des objectifs de politique publique tout en soutenant un environnement d'investissement favorable.*

Politique fiscale (suite)

- Cadre, institutions, lois et stratégies qui influencent les décisions d'investissement.
- Les domaines spécifiques d'attention sont notamment: le régime fiscal des sociétés
- L'administration fiscale
- Les traités et normes internationaux sur la fiscalité
- La transparence des règlements

4. Politique contre la corruption

- ❖ *Les politiques publiques visant à promouvoir des concepts et des principes reconnus, qui favorisent une conduite responsable des affaires, permettent d'attirer les investissements et d'améliorer la contribution des investisseurs au développement durable. Ces politiques portent entre autres sur la création d'un environnement favorable qui définit clairement les rôles du gouvernement et ceux des entreprises, la promotion d'un dialogue sur les normes régissant les affaires, l'appui aux initiatives de responsabilité des sociétés privées, le leadership par exemple lorsque le gouvernement est le propriétaire, le partenaire et le client d'une entreprise, la participation à la coopération internationale en faveur d'une conduite responsable des affaires.*

Politique contre la corruption (Suite))

- Lois et institutions pour réduire la corruption au niveau local et national
- Programmes spécifiques pour aborder:
 - Le conflit d'intérêt
 - La formation des agents des douanes et de l'administration fiscale
 - La formation des juges

5. Politique de concurrence

- ❖ *La politique régionale de concurrence favorise l'innovation et constitue l'une des conditions pour attirer de nouveaux investissements. Des politiques efficaces de concurrence permettent aussi de transmettre les avantages de l'investissement à la société.*

Politique de concurrence (suite)

- Ensemble de lois et d'institutions (*par ex.* La loi sur la concurrence et une direction de la concurrence) qui encouragent la concurrence et empêchent les entreprises d'avoir une part excessive du marché et d'abuser du pouvoir du marché
- Une politique efficace de concurrence favorise l'investissement et le développement économique en réduisant les barrières à l'entrée des fonds.
- Elle améliore également le bien être des consommateurs et favorise l'efficacité économique

6. Politique commerciale

- ❖ *Les politiques commerciales peuvent soutenir l'accroissement et une meilleure qualité des investissements grâce à l'expansion des opportunités en vue d'assurer des économies d'échelle et de faciliter l'intégration dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, l'augmentation de la productivité et du taux de rendement sur les investissements.*

Politique commerciale (Suite...)

- Des lois, des politiques et des procédures relatives au commerce des biens et services.
- La pierre angulaire est la création d'une agence de promotion des exportations ou l'équivalent ou des accords bilatéraux ou régionaux sur le commerce (par exemple, la création d'une zone de libre échange en SEE).

7. Politique d'appui aux PME

❖ *Les procédures de formulation et d'application des politiques et des lois influencent les décisions d'investissement. Bien qu'il n'y ait pas un modèle unique de gouvernance publique, il existe des normes acceptées de gouvernance publiques qui pourront aider les gouvernements à remplir leurs fonctions de manière efficace. Les questions sur la liste de contrôle portent sur la qualité de la réglementation et l'intégrité du secteur public, deux dimensions de la gouvernance publique qui sont très importantes pour l'environnement d'investissement*

Politique d'appui aux PME (Suite...)

- Stratégie, politique et institutions gouvernementales pour soutenir la création, le développement et la croissance des petites et moyennes entreprises.
- Les domaines clés prioritaires sont notamment:
 - Incubation d'entreprise (Entrepreneuriat des femmes)
 - Accès au financement
 - Liens avec les IDE
 - Structure et programme de l'agence des PME

8. Politique d'administration publique

❖ *Les procédures de formulation et d'application des politiques et des lois influencent les décisions d'investissement. Bien qu'il n'y ait pas un modèle unique de gouvernance publique, il existe des normes acceptées de gouvernance publiques qui pourront aider les gouvernements à remplir leurs fonctions de manière efficace. Les questions sur la liste de contrôle portent sur la qualité de la réglementation et l'intégrité du secteur public, deux dimensions de la gouvernance publique qui sont très importantes pour l'environnement d'investissement*

Politique d'administration publique (Suite ...)

- Les procédures de formulation et d'application des lois et des politiques
- comprennent:
 - Le mécanisme d'élaboration des politiques
 - La stratégie de réglementation
 - Organe de réglementation
 - Concertation entre le secteur public et le secteur privé

9. Politique relative aux institutions financières et à l'infrastructure

❖ *Des politiques efficaces de développement des infrastructures assurent que les ressources limitées sont drainées vers les projets les plus prometteurs et réduisent les obstacles à l'investissement privé. Des politiques efficaces relatives au marché financier permettent aux entreprises et aux entrepreneurs de mettre en oeuvre leurs idées d'investissement dans un environnement stable.*

Politique relative aux institutions financières et à l'infrastructure(Suite)

- Des lois et des institutions qui structurent les marchés financiers surtout en matière de privatisation et de concurrence (les exigences de nantissement, le registre du cadastre, l'accès au crédit).
- Un cadre juridique et de réglementation qui permet au secteur privé de participer à la réalisation des projets d'infrastructures (énergie, télécommunication, transport, service municipaux).

10. Politique relative au capital humain

❖ *Le développement des ressources humaines est une condition nécessaire pour identifier et saisir les opportunités, cependant, de nombreux pays font peu d'investissement dans le développement des ressources humaines en raison notamment des échecs au niveau du marché. Des politiques qui permettent le développement et le maintien d'une population qualifiée, adaptable et en bonne santé et assurent déploiement total et productif des ressources humaines et soutiennent en conséquence un environnement d'investissement favorable.*

Politique relative au capital humain(Suite...)

- Renferme quatre principaux éléments:
 - Niveau d'éducation
 - Aptitudes de la main d'oeuvre
 - Santé de la population
 - Politique et réglementation du marché du travail
- Le développement des ressources humaines est une composante nécessaire à la création d'un environnement d'investissement attrayante en particulier dans les régions en développement comme SEE.



...FIN...



MERCI DE VOTRE ATTENTION



Yemi Aremu